(No 67.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 4857 - 1858.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FRUILLETON Nº 3.

I. - PROMPT RAPPORT

pour la séance du vendredi 5 février 1858.

M. VANDER DONCKT, rapporteur.

Numéros du Feuilleton. Numéros du registre des pétitions.

1. 11712.

Par pétition sans date,

Un grand nombre de propriétaires et habitants du bas de la ville de Bruxelles et de ses faubourgs demandent qu'il soit pris des mesures pour faire disparaître des boulevards le raccordement du chemin de fer de la station du Nord à celle du Midi, et que cette dernière station soit appropriée de manière à être rendue accessible à toutes les manœuvres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

II. - RAPPORTS ORDINAIRES.

M. PIRMEZ, rapporteur.

2. Par pétition datée d'Hofstade, le 1er juin 1857, La veuve Los demande que son fils, milicien de la classe de 1857, soit exempté du service militaire.— Concl. — Ordre du jour.

- 3. 11644. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 janvier 1857, Le sieur Tulpinck demande la saisie de pièces authentiques qu'il déclare falsifiées. — Concl. — Ordre du jour.
- 4. 11555. Par pétition sans date,

 Le sieur Tulpinck demande qu'il soit ordonné des poursuites judiciaires contre les détenteurs des biens de la succession d'Isabelle Claesman. Concl. Ordre du jour.
- 5. Par pétition datée de Gand, le 12 décembre 1857,
 Des éntrepreneurs de messageries et de voitures publiques prient la Chambre de rapporter les lois qui régissent la poste aux chevaux. Concl. Renvoi à M. le
 Ministre des Travaux publics.
- 6. 11541. Par pétition datée de Baesrode, le 23 mai 1857,
 Le conseil communal de Baesrode réclame l'intervention de la Chambre pour que le receveur des contributions directes et accises dans cette commune y transfère son bureau.— Concl.—Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- 7. Par pétition datée de Grammont, le 17 mai 1857.

 Le sieur Kina, maître maçon à Grammont, réclame
 l'intervention de la Chambre pour obtenir une révision
 de compte avec les entrepreneurs du chemin de fer de
 Dendre et Waes. Concl. Ordre du jour.
- 8. 11517. Par pétition datée de Cortil-Noirmont, le 23 mai 1857, Le sieur Stache, maréehal ferrant à Cortil-Noirmont, se plaint de ce que le milicien Jean-Baptiste Stache a été exempté du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.
- 9. 11491. Par pétition datée d'Obaix, le 15 mai 1857.

 Le sieur Brune-Barbe demande que le Gouvernement n'autorise pas l'acceptation du legs fait par son oncle et sa tante à l'église et aux pauvres d'Obaix. Concl. Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 10. 11543. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 juin 1857, Le sieur Willems, ouvrier, réclame l'intervention de la Chambre pour être dispensé du service de la gardecivique. — Concl. — Ordre du jour.
- 11. 11558. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 novembre 1857, 11675. Des détenus pour dettes demandent la révision des lois qui régissent la contrainte par corps, en matière civile et commerciale.

Même demande de détenus pour dettes, à Termonde.

— Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros

da registre des

12. 11559. Par pétition datée de Herck-la-Ville, le 2 novembre 1857,

Des propriétaires de la wateringue de la vallée du Demer, dite de Schuelensbroek, demandent la construction d'un chemin de fer de Hasselt à Anvers, passant par Herck-la-Ville et Diest. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

- 13. Par pétition datée d'Hingene, le 23 mai 1857,
 Le sieur Van Roy, journalier à Hingene, demande que
 son fils François soit renvoyé dans ses foyers avec un
 congé illimité. Concl. Renvoi à M. le Ministre de
 la Guerre.
- 14. 11505. Par pétition datée de Bruges, le 7 mai 1857, Le sieur Logé demande qu'il soit mis fin à un abus dont il se dit l'objet. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 15. Par pétition datée de Basse-Bodeux, le 29 mai 1857, Le conseil communal de Basse-Bodeux demande des subsides pour l'instruction primaire dans cette commune, une diminution dans les frais de gardiennat de ses bois communaux et le délai d'une année pour le payement de ces frais à la caisse de l'État. Concl. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
- 16. Par pétition datée de Thorembais-les-Béguines, le 23 novembre 1857,

 La veuve Sprimont demande que son fils Fortuné soit libéré du service militaire. Concl. Renvoi à M. le

Ministre de la Guerre.

- 17. Par pétition datée de Bruxelles, le 14 décembre 1857,
 Des dentellières à Bruxelles se plaignent de la concurrence qui leur est faite par les fabriques de dentelles
 établies dans les couvents. Concl. Renvoi à M. le
 Ministre des Finances.
- 18. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 mai 1857,
 Le sieur Jonas, opticien à Bruxelles, demande l'autorisation d'établir sa résidence en Belgique. Concl. —
 Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 19. Par pétition datée de Goesnes, le 26 décembre 1857, Quelques habitants de Goesnes demandent des dispositions réglementaires sur le glanage dans les champs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du Fuilleton. Numéros du registre des pétitions.

- 20. 11489. Par pétition datée de Bastogne, le 14 mai 1857, Le sieur Broeckx, gendarme à cheval, prie la Chambre de lui faire obtenir son congé. — Concl. — Ordre du jour.
- 21. 11706. Par pétition datée de Louvain, le 27 janvier 1858,
 Des candidats en médecine demandent que la session
 de Pâques soit maintenue, cette année, pour l'examen du
 premier doctorat en medecine, chirurgie et accouchements. Concl. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
- 22. 11570. Par pétition datée de Liége, le 17 décembre 1857,
 11666. Les étudiants de la faculté de médecine de l'université
 de Liége demandent de pouvoir subir, à la session de
 Pâques, le second examen de docteur en médecine.
 Même demande d'étudiants en médecine à l'université
 de Louvain. Concl. Renvoi à M. le Ministre de
 l'Intérieur.
- 23. Par pétition sans date,

 Des étudiants de l'université de Liège demandent que l'ouverture de la 2^{me} session des jurys d'examen pour cette année ait lieu aux dates fixées par la loi de 1849. Concl. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
- 24. Par pétition datée de Jodoigue, le 3 janvier 1858,
 Laveuve Branckaer réclame l'intervention de la Chambre
 pour obtenir le secours qui lui a été accordé annuellement. Concl. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

60 (B) (D